

# Le dilemme du Parti libéral: choisir le successeur de Claude Ryan au printemps ou bien à l'automne?



Alain Cousineau

par Norman Delisle

**QUEBEC (PC) — Deux tendances s'opposent au sein du Parti libéral du Québec, a reconnu mardi le directeur général du PLQ, M. Alain Cousineau.**

Certains membres voudraient qu'on trouve le plus tôt possible, dès le printemps prochain, un successeur permanent à M. Claude Ryan qui a démissionné le 10 août. D'autres préféreraient qu'on retarde le choix du remplaçant permanent de M. Ryan, estimant qu'il n'y a aucune urgence tant que le parti demeure sous la gouverne du chef intérimaire Gérard-D. Lévesque.

**Thèses opposées**

Des résolutions défendant les deux thèses seront débattues lors du 22e congrès général du parti qui se tiendra à Québec du 17 au 19 septembre.

Une première résolution présentée par les militants du comté de Taillon suggère que la question du leadership permanent du PLQ soit tranchée dès le printemps 1983. Ironiquement, c'est l'ex-candidat li-

béral dans Taillon, le président du parti, M. Larry Wilson, qui défend la thèse contraire.

M. Wilson présentera une résolution demandant que le sujet du leadership ne soit pas abordé avant l'automne 1983.

**Un choix indicatif**

M. Cousineau a expliqué que le congrès général du Parti libéral n'avait néanmoins pas autorité pour trancher le débat. "Le choix des délégués ne sera qu'indicatif. C'est le conseil général qui aura à décider de la date d'un éventuel congrès au leadership."

La constitution interne du parti prévoit en effet que c'est au conseil général qu'incombe la tâche de fixer la date et le lieu du congrès pour le choix d'un chef. Ce conseil général regroupe quelque

300 militants dont les présidents des 122 associations de comté du PLQ.

**Suffrage universel**

S'ils ne peuvent statuer sur le moment où la question du leadership pourra être tranchée, les 1,800 délégués du 22e congrès libéral pourront néanmoins déterminer si le nouveau chef sera choisi au suffrage universel des 91,000 membres du parti ou si on maintiendra la procédure traditionnelle.

Cette procédure prévoit que 24 délégués élus dans chacune des 122 circonscriptions électorales votent pour le choix d'un nouveau leader. C'est de cette façon que M. Claude Ryan avait été élu lors du congrès du 15 avril 1978. M. Ryan avait battu M. Raymond Garneau en récoltant 1,700 voix contre 800.

Le président du parti, M. Larry Wilson, a reconnu mardi que les discussions n'étaient pas terminées au sein du PLQ à ce sujet.

M. Wilson se définit lui-même comme un partisan du vote universel. "C'est la meilleure formule", a-t-il dit.

Le responsable de la réforme, Me Gilles Desrosiers, un notaire de Victoriaville, reconnaît de son côté qu'il doit vendre la formule à une majorité de délégués puisqu'un vote des deux tiers est requis pour changer les statuts du parti.

**Deux précédents**

Si le prochain chef permanent du Parti libéral est élu au suffrage universel, il sera le troisième chef politique de l'histoire du Québec à être élu de cette façon.

C'est par un vote universel de tous les membres que M. Yvon Dupuis avait été choisi au printemps 1973 pour diriger les troupes du Ralliement créditiste.

M. Dupuis avait défait trois députés de son parti qui aspiraient à la direction, MM. Fabien Roy, Camil Samson et Armand Bois.

En mai 1976, M. Rodrigue Biron était également choisi au scrutin universel pour prendre la tête de l'Union nationale, défaisant quatre autres candidats.

## Le scrutin universel, une forme d'élection imparfaite mais néanmoins la meilleure

(Lawrence Wilson)

par Bernard Racine

**QUEBEC (PC) - "C'est un droit inaliénable des membres du Parti libéral du Québec de choisir eux-mêmes leur chef", a affirmé hier M. Gilles Desrosiers, à une conférence de presse portant sur le prochain congrès du PLQ.**

M. Desrosiers, qui est président du comité chargé de préparer la réforme des statuts et règlements du PLQ, a expliqué qu'on demandait aux membres de faire des campagnes de financement et des campagnes de recrutement, et qu'il n'était que juste qu'on leur demande aussi de choisir le leader du parti.

Le président du parti, Lawrence Wilson, a déclaré être lui-même en faveur de l'élection du leader par scrutin universel.

Les délégués au congrès général du parti, qui se tiendra à Québec les 17, 18 et 19 septembre, devront décider si le prochain chef du parti sera choisi par des délégués, d'après le procédé actuel, ou s'il sera élu au scrutin universel par tous les membres en règle du parti.

**Deux choix**

"Si on examine les différents systèmes d'élection d'un chef, on en revient toujours à deux modes: l'élection par délégués ou par scrutin universel. Le scrutin universel sera adop-

te un jour ou l'autre par d'autres partis. Pourquoi le PLQ ne serait-il pas le premier à l'offrir à ses membres?", a demandé M. Desrosiers.

M. Wilson s'est dit entièrement d'accord avec M. Desrosiers sur ce point et a affirmé que le mode de scrutin proposé, même s'il n'était pas la forme parfaite d'élection, en était du moins la meilleure.

**Une première**

On ne possède aucune expérience avec le système proposé de scrutin universel et on entrevoit qu'il pourrait créer un certain nombre de difficultés au plan de l'organisation. On prévoit aussi qu'il entraînera un recrutement massif de militants, comme il est arrivé un peu avant la dernière élection lors du choix des candidats de comté.

**Membres**

Pour empêcher le gonflement massif ou artificiel du nombre de membres et surtout pour empêcher que des adversaires politiques ne s'infiltrer-

ent en groupe dans le parti pour influencer le choix du chef, il faudra geler le membership durant une période de six mois avant l'élection du chef.

Le système présentera donc un grand désavantage: pendant une période de six mois, tous ceux qui voudraient se rapprocher du parti et participer de bonne foi à l'élection du chef en seraient carrément empêchés. Le coût du système serait probablement moindre pour le parti et pour les associations de comté mais il représenterait des dépenses accrues pour les candidats, étant donné que pour eux il ne s'agirait plus de faire campagne auprès de deux ou trois mille délégués mais bien de s'adresser à une centaine de milliers de membres à la grandeur du Québec.

Enfin, les résultats du scrutin, devront être pondérés d'après un système complexe que nombre de gens ont peine à comprendre. Et c'est là un argument négatif.

**Exercice de démocratie**

Par ailleurs, dans ce système, tous les membres sont égaux. C'est donc un exercice de démocratie directe et qui assure au scrutin la représentativité de toutes les couches de la société telles qu'on les retrouve représentées au sein du PLQ.

"On ne se querellera plus pour savoir s'il faut trois ou quatre délégués, s'ils doivent être jeunes ou être des

femmes", a dit M. Alain Cousineau, directeur général du PLQ. "Tous ont droit de vote, tous participent à l'élection du chef dans la proportion qu'ils représentent au sein du membership."

**Impact publicitaire**

D'aucuns prétendent que le système aura aussi le mérite d'accroître l'impact publicitaire de la course au leadership.

"On peut imaginer ce que représente une tournée dans toutes les régions du Québec de la part des éventuels candidats. Il se peut très bien qu'un premier tour de scrutin ne permette pas de sélectionner le chef et qu'il faille faire un second tour."

"L'impact publicitaire sera beaucoup plus important que celui qu'on connaît actuellement et se fera sentir non seulement dans les grands centres mais dans toutes les régions du Québec", a dit M. Cousineau.

**Opposition des députés**

Pour le moment, on croit savoir que les députés sont généralement opposés au scrutin universel, un système qui serait cependant appuyé par les permanents du parti.

Les députés paraissent préférer le système actuel d'élection par délégués, qui leur laisse la possibilité d'intervenir dans le choix des délégués.



Lawrence Wilson

## Le Parti québécois est menacé par le conformisme et par la facilité

(Sylvain Simard)

**MONTREAL (PC) — Le Parti québécois doit promouvoir avec énergie la souveraineté du Québec, affirme le vice-président du parti, M. Sylvain Simard.**

"Nous sommes à un tournant qui sonne le glas du discours peureux de l'époque étagée pré-référendaire et annonce l'entrée en scène d'un discours plus fort et plus agressif", a ajouté M. Simard.

Le principal porte-parole des militants du PQ, a dit que le parti avait besoin d'une injection nouvelle de santé, sans quoi il risque de tomber dans le conformisme et la facilité.

Généralement considéré comme un authentique représentant de l'aile indépendantiste de gauche du PQ, M. Simard a dit qu'à son avis les dirigeants du parti devront tout mettre en oeuvre, au cours des prochains mois, pour relancer le débat sur l'argumentation fondamentale de l'option souve-

rainiste. Agé de 37 ans et professeur à l'Université d'Ottawa, il a été élu à la vice-présidence du parti en décembre, alors que le PQ connaissait sa pire crise interne

depuis sa fondation. M. Simard avait à peine été élu à son poste que le premier ministre, M. René Lévesque, président du parti, menaçait de démissionner

parce qu'il considérait trop radicales certaines résolutions du nouveau programme politique adopté par les délégués au congrès.

Le nouveau vice-pré-

sident a par la suite été durement mis à l'épreuve, par le déroulement du référendum auprès des membres, qui a tranché du programme les résolutions considé-

rées comme inacceptables par M. Lévesque, par l'organisation du congrès de février, et par les débats sur la participation aux élections fédérales, sur les coupures dans le secteur public et sur la réforme du mode de scrutin.

Selon M. Simard, la crise qui a secoué le parti en début d'année a grandement contribué au changement de mentalité qu'il inspire l'exécutif qu'il préside, au nouvel esprit de coopération entre l'aile militante et l'aile gouvernementale.

C'est ainsi, note M. Simard, que le nombre de réunions conjointes entre le conseil des ministres et l'exécutif national sera accru et que, souhaite-t-il, la composition du conseil exécutif national sera éventuellement élargie à une meilleure représentation régionale, afin que la base militante puisse participer plus intensément aux instances décisionnelles du parti.



### Des cours de plus en plus populaires

Il y a cinq ans, 20 pour cent des étudiants qui fréquentent les écoles de la Commission scolaire protestante du Grand-Montréal étaient inscrits aux cours intensifs de français parrainés par le ministère de l'Éducation du Québec. Cette année, 30 pour cent de ces étudiants sont inscrits à ces cours.

### CARRIÈRES ET PROFESSIONS

#### UNIVERSITE DE MONCTON CENTRE UNIVERSITAIRE DE MONCTON

L'Université sollicite des candidatures de

#### PROFESSEUR DE FRANCAIS LANGUE SECONDE

(Poste temporaire - 10 mois)

**FONCTIONS:** Enseignement du français langue seconde et participation à l'élaboration des programmes d'enseignement.

**QUALIFICATIONS:** Maîtrise en études françaises ou dans un domaine connexe; diplômé dans l'enseignement du français langue seconde et expérience pertinente.

La date d'entrée en fonction est le 10 septembre 1982. Les candidatures seront examinées immédiatement. Les candidats doivent maîtriser la langue française tant orale qu'écrite. Toute candidature doit comporter un curriculum vitae détaillé avec le nom de trois répondants et être adressée à:

Monsieur Frédéric Grogner, directeur  
Département de traduction et des langues  
Faculté des arts  
Université de Moncton  
Moncton, Nouveau-Brunswick  
E1A 3E9

(Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ce poste est offert aux citoyens canadiens et aux résidents permanents seulement).

## Une perte, un affront

Des opposants au retrait du train de passagers de Via Rail entre Sherbrooke et Montréal ont pris le train, lundi, pour assister aux funérailles du service, bien déterminés cependant, comme l'a précisé le directeur général du Conseil régional de développement de l'Estrie, Roch Fortin, à forcer l'établissement d'un nouveau lien Sherbrooke-Montréal. Le défi est intéressant: il est anormal qu'une ville de la taille et de l'importance de Sherbrooke soit privée d'un lien ferroviaire du genre avec la métropole; le défi est de taille: une côte est toujours plus longue à remonter quand on en a touché le pied.

Via Rail a mis un terme au service de passagers entre Sherbrooke et Montréal parce qu'il accumulait les déficits. Sorti de son contex-

te, c'est là un geste de saine gestion. Mais Via Rail, en très mauvais gestionnaire, n'a jamais tenté de rentabiliser la ligne Sherbrooke-Montréal. Rien n'indique qu'une meilleure publicité et un meilleur horaire, par exemple, auraient amené les citoyens à ne plus boudier le train de passagers entre Sherbrooke et Montréal; mais, boudé malgré tout, le service serait devenu la victime du manque d'intérêt des gens, alors qu'il est présentement celle de l'inéptie gouvernementale. Ce qui est inacceptable.

Les citoyens doivent considérer le "déraillement" du train de passagers Sherbrooke-Montréal comme une perte, sinon un affront. Les députés de la région le considèrent comme une formidable défaite.

Jacques Lafontaine

... pas l'homme-éléphant!?



... pas Pierre Trudeau!?



## Publicité trompeuse?

Contrairement à ce que le gouvernement fédéral prétend à renfort de publicité, le Canada ne serait pas si près de la "sécurité énergétique". En tout cas la production pétrolière dont la publicité dit qu'elle augmente, serait plutôt en baisse au pays, et même de 14 p. cent depuis le début de l'année. Ainsi, le parti gouvernemental ne rebuterait devant rien, même pas le mensonge, pour mousser sa publicité.

Le directeur exécutif de l'Association pétrolière du Canada, Ian Smyth, a été un de ceux qui ont attaché le grelot: il affirme que notre dépendance des produits pétroliers d'importation "augmente de jour en jour". Pourtant le message diffusé allégrement par Ottawa précède que grâce au programme énergétique national mis sur pied par le Parti libéral la production pétrolière canadienne équivaldrait bientôt à sa consommation de pétro-

le. Nous sommes à deux doigts de l'équilibre, dit en substance le message. Mais d'après M. Smyth, les réserves de pétrole conventionnel diminuent d'environ 10 p. cent par année dans notre pays. Toujours d'après M. Smyth, le "bientôt" du gouvernement fédéral ne pourra se produire avant 1990 ou même 1995, quand il en aura coûté 300 milliards de dollars au pays.

Peut-être Ottawa s'est-il dit qu'une publicité rassurante, surtout si elle le sert, comblerait le besoin de sécurité de la population en ces temps de doute économique. La publicité trompeuse au secours de deux fins plus ou moins nobles.

Mais en ces temps d'incertitude, la population n'a besoin de rien autant que de vérité. Nous ne sommes pas rassurés. Nous sommes formidablement inquiets.

J.L.

### BILLET

## Des mots sur des pensées

L'espoir n'est pas qu'une bouée. C'est un quai, c'est une île.

— 0 —

Les lois sont faites par ceux qui ont le pouvoir et trop souvent le mauvais goût de les transgresser.

— 0 —

Les perfectionnistes sont ces atopistes qui font pourtant avancer le monde.

A l'école de la vie, personne ne peut sécher ses cours.

— 0 —

L'ignorance n'est pas une maladie irréversible. L'ignorance n'est guère plus qu'une indisposition qui ne résiste pas longtemps au bon vouloir et... au savoir.

— 0 —

Si douceur et tendresse sont qualités de femmes, la femme est éminemment supérieure à l'homme.

Stratus

## Propos insolents et insolites

Le prince Andrew aime les jolies femmes. Ne lui reprochons pas de quitter quelquefois le palais royal.

— 0 —

Si tous ceux qui ont pris lundi le dernier train Sherbrooke-Montréal, l'avaient utilisé tous les jours, ce service n'aurait pas été abandonné.

— 0 —

Maintenant au Québec quand on parle "Dutoit", ce n'est pas de celui du stade olympique.

— 0 —

Johan Kriek s'est fait "a-Nastase" dimanche à Flushing Meadows.

— 0 —

Parlant de Via-Rail, les Sherbrookois viennent d'échapper à une hausse de six p. cent des tarifs.

— 0 —

Il n'y a pas de rumeur d'échange de ministres entre les gouvernements Trudeau et Lévesque. Les deux gérants iront jusqu'au bout avec leur équipe.

— 0 —

Selon Ronald Reagan, les pays

pauvres le sont parce qu'ils ont vécu au-dessus de leurs moyens. Est-il besoin de rappeler que M. Reagan n'est pas un socialiste.

— 0 —

Quand les réseaux de télévision se renouvellent, ils engagent les vedettes de leurs concurrents.

— 0 —

Un journaliste parlait récemment d'un riche millionnaire. J'avoue ne pas connaître de pauvres millionnaires.

— 0 —

J'ai des voisins originaires de Sept-Îles et de Mille-Îles et même un italien de six-Îles.

— 0 —

Il y a de l'espoir pour les cancre, parce que, comme le disait ce cancre-là: "Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se lave".

— 0 —

Les salariés se plaignent la bouche pleine: ils ont fait 16,922 milliards de dollars en salaires au mois de juin seulement.

Epaminondas

### L'OPINION DES LECTEURS

## Un dossier tragi-comique

M. Camille Laurin  
Ministre de l'Éducation  
Québec

Depuis décembre 1980, j'ai mené une longue campagne, de bonne foi et avec l'appui de centaines de parents, pour obtenir des modifications aux règlements de votre ministère ayant trait à l'âge d'admission en maternelle et première année.

Permettez-moi de vous rappeler les multiples péripéties de ce dossier tragi-comique où votre ministère revêt toutes les apparences d'une compagnie d'opéra-bouffe.

Le 16 janvier 1981, lors d'une réunion à Québec avec votre sous-ministre adjoint André Rousseau, ce dernier me déclare qu'il ne voit aucune possibilité, à court terme, de modifier la réglementation.

Le 26 février suivant, comme par hasard à la veille du déclenchement d'une élection générale, vous annoncez que les règlements ont été modifiés par le Conseil des ministres, allant même jusqu'à remettre aux journalistes une "version commentée" du nouveau règlement où l'on retrouve la modification annoncée.

Le 15 avril, 2 jours après l'élection, la Gazette officielle publie la vraie version du décret: l'âge d'admission reste inchangé.

Interrogé à l'Assemblée nationale sur les différences entre les deux versions du règlement, vous répondez qu'il ne s'agit que de technicalités et que le changement aura lieu comme annoncé en février (Journal des débats du 4 juin 1981).

fin juin 1981, la publication "Hébdou-Québec" du ministère des Communications rappelle aux parents que le changement aura lieu.

fin novembre 1981, vous avez l'insigne honneur de devenir le premier membre d'un Conseil des ministres du Québec à être blâmé par le Conseil de presse, le tout relativement à ce dossier.

### SONDAGE GALLUP

## Baisse de popularité des conservateurs

La cote de popularité du Parti conservateur a chuté quelque peu depuis juillet passant de 47 p. cent à 44 p. cent. Par contre, les libéraux ont amélioré leur position de trois points; ils reçoivent maintenant l'appui de 31 p. cent de l'électorat. La cote des néo-démocrates est restée stable à 23 p. cent.

Le plus grand changement est survenu en Ontario où les libéraux ont effectué une remontée qui les

place presque nez à nez avec les néo-démocrates, mais encore loin derrière les conservateurs. Les libéraux reçoivent toujours l'appui majoritaire des Québécois, les conservateurs l'appui des Canadiens de l'Ouest.

Le pourcentage des indécis a diminué de cinq points, passant à 25 p. cent. Il est plus élevé au Québec (31 p. cent).

	Libéraux	Conservateurs	N.P.D.	Autre
Août 1982	31%	44%	23%	2%
Juillet	28%	47%	23%	2%
Juin	32%	43%	23%	1%
Mai	33%	44%	21%	3%
Avril	34%	39%	24%	3%
Mars	31%	42%	24%	3%
Février	35%	36%	26%	3%
Janvier	38%	40%	20%	2%
Juillet 1981	44%	37%	18%	2%
Juillet 1980	48%	30%	21%	1%
Election de 1980	44%	32%	20%	3%

le Premier ministre Lévesque reconnaît publiquement, sur les ondes de CKCH-Hull, lors d'une "ligne ouverte", que l'annonce du 26 février a effectivement trompé la population;

fin janvier 1982, vous annoncez que, pour des raisons budgétaires, le changement n'aura pas lieu comme prévu (vous mentionnez alors un coût de \$50 millions, alors que votre chiffre de février 1981 n'était que de \$24 millions);

aux demandes de dérogation que vous adressez les parents qui, sur la foi de vos engagements, ont comme moi préparé leur enfant à profiter du changement, vous demeurez insensible ne voulant pas reconnaître le tort que vous avez causé à ces enfants et à leurs parents;

le 15 juin 1982, un membre de votre personnel politique m'informe que je devrais contacter un adjoint de M. Rousseau, ce que je m'empresse de faire dès le lendemain. Ce fonctionnaire m'informe alors que, sous réserve de discrétion, le ministère ne s'objecterait pas à ce que ma fille "passe" en 1ère année après quelques semaines de maternelle, que les vérificateurs fermeraient les yeux sur le cas, et que la même proposition avait été faite la veille à la direction de ma commission scolaire;

en juillet suivant, j'informe le fonctionnaire qui m'a fait l'offre que je ne puis, en toute honnêteté, accepter une solution qui privilégie ma fille tout en laissant sur le carreau les enfants des autres parents qui ont appuyé ma campagne;

au début d'août 1982, je reçois une lettre du sous-ministre Rousseau qui m'informe que ma demande de dérogation pour ma fille ne peut être acceptée, mais que "il peut arriver que l'évaluation d'un enfant pendant un laps de temps raisonnable conduise l'école à décider (...) qu'il est indispensable pour le bien de cet enfant, inscrit dans une classe maternelle par exemple, d'accélérer sa promotion en 1ère année";

en fin d'après-midi du 25 août, à quelques heures d'une assemblée du Conseil des commissaires de ma commission scolaire où une politique globale aurait vraisemblablement pu être adoptée par les commissaires sur la base de la lettre de M. Rousseau, le

directeur-général de la commission était avisé par le Ministère du soir à toute action relative à ce dossier, la lettre du sous-ministre adjoint avant semble-t-il été trop loin et la solution de la promotion accélérée étant illégale.

Vous conviendrez, monsieur le ministre, que la situation est d'un ridicule consommé... Vos services juridiques vous avisent, après votre annonce originale de février 1981, que vous ne pouvez modifier le règlement de la sorte sans d'abord modifier la loi; et maintenant, ces mêmes services font savoir que l'interprétation de la promotion accélérée de M. Rousseau est illégale. Ne croyez-vous pas que vous devriez consulter vos services juridiques avant, plutôt qu'après le fait?

Vous et vos fonctionnaires avez suscité et maintenu l'espoir de milliers de parents et d'enfants maintenant déçus. J'espère que vous aurez la décence de vous en excuser.

Consultez-vous enfin de la situation désastreuse que vous avez créée: vous avez un adversaire de moins. Car j'en ai suffisamment de transiger avec l'intransigeance de gens qui oublient ou renient trop vite leurs dires et leurs écrits. Et je souhaite bonne chance à tous ceux, individus ou institutions, qui auront à discuter avec vous des nombreux dossiers de votre ministère, si vous traitez tous vos dossiers de la même façon.

René Mercier  
Québec

## Tribune-Forum

A la fin de l'école, on chante "Adieu, M. le professeur". Au début de septembre, dites-lui Bonjour en lui écrivant à / s de La Tribune-Forum, ce que vous attendez de lui et de l'école. Pour les parents, des lettres ne dépassant pas deux pages; pour les enfants, des lettres d'une trentaine de lignes. Parmi toutes les lettres reçues, nous tirerons au sort un nom chez les parents et un chez les enfants. Les deux gagnants recevront un dictionnaire. Les lettres doivent être signées et porter l'adresse complète ainsi que le numéro de téléphone du signataire. L'anonymat dans le journal sera respecté pour tous ceux qui le désirent. Les lettres devront être reçues au plus tard le 13 septembre pour les fins du concours. Faites parvenir vos lettres à La Tribune-Forum, 1950 Roy, J1K 2X8, Sherbrooke.

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1,053 entrevues réalisées au cours des premières semaines d'août auprès de Canadiens habilités à voter. Un échantillon de cet ordre ne varie pas de plus de quatre points de pourcentage, 95 fois sur 100.

### Voici la question de Gallup:

"Si une élection fédérale avait lieu maintenant, pour le candidat de quel parti voteriez-vous?"

## C'est "détonant"

Il est étonnant, pour ne pas dire détonant, que le directeur général du Collège, nationaliste avoué, ait autorisé l'atterrissage sur le campus d'un hélicoptère des Forces armées canadiennes, à l'occasion de la journée d'accueil des étudiants. Ca ne nous a pas fait plaisir.

Jacques Gagnon  
Au nom du  
département de  
sciences sociales  
Cegep de Sherbrooke

## Les impérialismes se suivent...

Samedi soir, le 28 août, je devais interpréter pour les gens du Mouvement Socialiste, quelques chansons de Georges Brassens. Divers incidents sont survenus, qui m'ont amené à vous tenir un langage assez vert, puis à sortir en vitesse. J'ai pu donner l'impression, sous le coup de la passion, que je mettais tout le monde dans le même sac, et que je m'en prenais au mouvement socialiste lui-même. Je tiens à m'excuser des inflations verbales que j'ai pu commettre et nuancer, à froid, ma pensée.

Je ne reviens pas sur le lamentable et antique système de son. Il a fallu s'en passer, et donc essayer de se faire entendre parmi les conversations. Votre collaboration a été excellente, et j'ai compris que plusieurs appréciaient les chansons de Brassens.

Malheureusement, quelques interventions anonymes m'ont amené à tenir un épuisant dialogue (de sourd, ou de sourde?) avec des personnes en mal d'ego trip (ou était-ce une trop généreuse portion de Cuvée des Patriotes?). Aurais-je dû jouer Les Joux interdits, Les Immortelles, et pourquoi pas dans les prisons de Londres, puis Au chant de l'aloüette, l'éternelle salade de nos feux de camps québécois, depuis les années soixante? J'étais là pour Brassens, qui en a tout un bout à nous apprendre sur la société contemporaine et qui décape féroce-ment nos stéréotypes sociaux. Là aussi, il y eut accrochage. J'aime beaucoup: Le temps ne fait rien à l'affaire, quand on est con, on est con. Depuis samedi soir, je suis encore plus convaincu qu'on devrait l'apprendre aux enfants dès la pré-maternelle, et que chaque mouvement politique devrait l'inscrire à son programme. Je fus pris à rebours par une vague de féminisme impromptue: le mot "con", paraît-il, était offensant. Pourquoi pas, me dit-on, la "bite", qui serait le pendant (!) mâle? Et oui, pourquoi pas? Pourquoi pas des bulles au lieu de gratte-ciel phalliques? Pourquoi pas des noeuds papillons, au lieu de cravates machon? Pourquoi lui? Pourquoi elle?... Je n'avais pas prévu un tel abîme de crétinisme. Arawgon (y a-t-il plus socialiste? n'a pas trouvé grâce non plus avec: Il n'y a pas d'amour heureux.

Bref, j'ai rapaillé mes partitions, mon lutrin et ma guitare. J'ai peut-être heurté ceux qui étaient disponibles à l'écoute. J'ai perçu que le fascisme, même sous des couvertures plus modernes, nous guette toujours. Le poing levé, le garde-à-vous ne me disent rien de bon. Un impérialisme en remplace un autre, qu'il vienne de gauche, de droite, du centre, qu'il soit mâle ou femelle. C'est ce que j'ai appris de Brassens.

Jacques Julien  
Sherbrooke

les opinions... les documents... les analyses... les sondages...

DOCUMENT

# Les "GI's" américains ne sont plus rois en RFA

Par Elle Marcuse

BONN (AFP) - "Je suis censé mourir pour eux, mais ils ne m'offriraient pas une bière": ce commentaire amer d'un soldat noir américain de 22 ans de la Nouvelle-Orléans, Markel Miller, cité dans le grand journal dominical de Hambourg "Welt am Sonntag", illustre bien le malaise des soldats américains en RFA, régulièrement "éjectés" des boîtes de nuit et autres clubs privés.

"Nous sommes ici, ajoutait le jeune "GI", pour défendre ce pays et ses libertés, nous ne voulons pas de privilèges, seulement les droits de tout le monde."

Mais, pour les 233.000 soldats américains en RFA et leurs familles, l'époque où les cartons de "Lucky Strike" et les plaques de chocolat leur ouvraient toutes les portes, est bien finie. Le dollar n'est plus tout puissant, le mouvement pacifiste allemand rassemble des centaines de milliers de manifestants à travers le pays contre la politique de "supériorité militaire" du président Reagan, et les limitaires "US" font l'objet de

brimades (voitures incendiées) réitérées autour de leurs bases.

Le chancelier Helmut Schmidt, sensible à toute détérioration du climat jusqu'ici favorable entre la population et les forces américaines, est lui-même intervenu pour dénoncer les mesures vexatoires contre les soldats et les tentatives de la presse de lui donner une "signification politique".

Dans une lettre au général américain, Frederick J. Kroesen, lui-même la cible d'un attentat spectaculaire à la roquette de la "Fraction armée rouge" dont il sortit miraculeusement indemne l'an dernier, le chancelier fédéral a regretté que "le bel esprit d'amitié entre les forces américaines et le peuple allemand soit terni par l'attitude de certains établissements publics", au nombre de cent trente-cinq au moins selon le Q.G. des forces américaines en RFA.

Le journal des militaires américains, "Stars and Stripes", la chaîne de télévision des forces "US" en RFA, la télévision ouest-allemande ont largement commenté, dans des programmes et reportages spéciaux le phénomène

du racisme anti-GI qui, note un officiel américain, est beaucoup plus net dans les garnisons à forte proportion de soldats noirs.

"On ne se sent plus chez soi, ont reconnu certains Allemands de l'Ouest interrogés qui s'offusquent de ce que les soldats "se déplacent toujours en bandes". Pour un propriétaire de night-club, "les Américains ont un problème racial qu'ils exportent chez nous."

Le problème est d'autant plus délicat à résoudre que les propriétaires de discothèques et dancings ont, aux termes de la législation ouest-allemande, entière liberté d'accepter ou de refuser des clients, pour autant qu'il n'y ait pas "insultes".

Mais, la contre-offensive contre le racisme, a déjà, avec l'aide des milieux officiels, marqué des points.

A Stuttgart, la capitale du Bade-Wurtemberg, où résident vingt-quatre mille Américains sur une population de cent mille étrangers, c'est le maire de la ville, lui-même, M. Manfred Rommel - (chrétien-démocrate), fils du maréchal de la dernière guerre, qui a pris la tête du mouvement. Les

propriétaires de boîtes de nuits et autres établissements ainsi que les chauffeurs de taxis, pris en flagrant délit de xénophobie, ont été menacés de perdre leurs licences.

Certains militaires ont décidé de poursuivre en justice les propriétaires de boîtes de nuit "anti-militaristes". Le capitaine de l'armée de terre, Paul R. Soter, 28 ans, en garnison à Mannheim, qui avait été prié de quitter une discothèque parce qu'il était accompagné d'un ami de couleur, a porté son cas jusque devant la Cour Suprême de Munich. Un certain nombre de soldats noirs ont demandé l'aide juridique de l'armée américaine, ce qui embarrasse à la fois les services officiels américains et ouest-allemands.

Mais, de l'avis des milieux militaires américains, eux-mêmes, la forte proportion de soldats noirs dans les forces US, continuera de poser un problème. Ils font valoir, d'ailleurs, que la question a déjà été abordée dans le cadre de l'OTAN, sans suite d'ailleurs. La RFA, officiellement en tout cas, n'est pas au courant de l'affaire, assure-t-on à Bonn.



Soldats américains en manoeuvres en RFA

DOCUMENT

## URSS: la dissidence orthodoxe malmenée

Par Nicolas Miletitch

AFP - L'arrestation à Moscou le 3 août dernier de la dissidente Zoya Krakhmalnikova, 53 ans, semble témoigner de la volonté des autorités soviétiques de réduire à néant le mouvement orthodoxe contestataire.

En dépit de la "logique" qui veut que tout opposant finisse tôt ou tard par perdre sa liberté, l'arrestation de Zoya Krakhmalnikova a provoqué une certaine émotion dans les milieux dissidents. En effet, la méthode employée n'est pas sans rappeler celle des années sombres des grandes purges staliniennes: irruption du KGB (sécurité d'Etat) à 4 heures du matin dans l'appartement de la dissidente qui est emmenée en pleine nuit à la prison de Lefortovo après perquisition chez elle et saisie de nombreux ouvrages religieux, y compris la Bible.



Le Père Gleb Yakounine, fondateur du Comité chrétien de défense des croyants

Cette arrestation a été d'autant plus douloureusement ressentie par les milieux dissidents que la presse clandestine orthodoxe a déjà subi un coup très dur en avril dernier, avec l'arrestation de trois croyants, Viktor Bourdoug, Sergueï et Vladimir Boudarov.

Les trois hommes sont accusés d'avoir organisé dans la capitale une maison d'édition religieuse qui diffusait à Moscou et en province des livres de prières, des manuels de catéchisme, des études théologiques... le bénéfice des ventes revenant aux familles d'orthodoxes condamnés pour activités dissidentes.

Les responsables des éditions clandestines entendaient répondre à la demande des croyants qui sont dans l'impossibilité de se procurer, ne serait-ce qu'une Bible ou un calendrier orthodoxe. Pourquoi cette impossibilité? Les librairies soviétiques ne vendent aucun livre religieux et les rares publications du patriarcat de Moscou (tirées à quelques milliers d'exemplaires seulement) sont inaccessibles aux simples mortels.

### L'OPPOSITION ORTHODOXE DECAPITEE

Force est de reconnaître aujourd'hui que le KGB a presque réussi à décapiter l'opposition orthodoxe en mettant "hors d'état de nuire" ses principaux animateurs.

Le père Dmitri Doudko, l'un des plus célèbres contestataires, s'est publiquement repenti de ses activités dissidentes en juin 1980 au cours d'une allocution télévisée. Ce "mea culpa", obtenu il est vrai après plusieurs mois de détention, a causé un profond désarroi dans les milieux religieux.

Un désarroi qui n'a fait que s'aggraver quand deux autres activistes orthodoxes détenus à Moscou, Lev Regelson et Viktor Kapitanchouk ont suivi l'exemple du père Doudko et condamné leur attitude passée en promettant de ne plus se livrer à des activités anti-soviétiques.

Parallèlement à ces victoires psychologiques dans la lutte contre la dissidence, le KGB a employé des méthodes plus traditionnelles pour éliminer l'opposition orthodoxe.

Fondateur du "Comité chrétien de défense des croyants", le père Gleb Yakounine, 38 ans, a été condamné en 1980 à 5 ans de camp suivi de 5 ans d'assignation à résidence pour avoir protesté auprès de diverses instances soviétiques et organisations internationales contre l'ingérence des autorités dans la vie de l'Eglise et l'absence de liberté religieuse.

En outre, au moment où le père Yakounine partait pour le camp no 37 de Perm, dans l'Oural, la police mettait fin à l'existence du "séminaire chrétien" fondé par Alexandre Ogorodnikov.

Condamné en 1978 à un an de camp pour "parasitisme", Alexandre Ogorodnikov a reçu une nouvelle condamnation quelques jours seulement avant la date prévue de sa libération; 6 ans de camp et 5 ans d'assignation à résidence pour "propagande anti-soviétique" parmi ses co-détenus.

En son absence, les travaux du "séminaire" (études des philosophes orthodoxes russes du 19ème siècle, lecture de la Bible...) se sont poursuivis jusqu'en 1980, date à laquelle les trois autres animateurs du "séminaire" ont été arrêtés à leur tour.

Vladimir Porech, 33 ans, philologue, a été condamné à 8 ans de détention. Tatiana Chipkova, 52 ans, professeur de français, licenciée de son emploi pour sa participation au "séminaire" a été condamnée à 3 ans de camp et Alexandre Pouchkine a été interné dans l'hôpital psychiatrique d'Abramtsevo, non loin de Moscou.

### PROTESTATIONS ISOLEES

L'opposition n'a pas pour autant totalement disparu en sein de la communauté orthodoxe, où les protestations isolées, en marge de toute organisation, ont toujours été nombreuses.

C'est ainsi que les camps et hôpitaux psychiatriques soviétiques comptent aujourd'hui de nombreux orthodoxes anonymes, qui se sont un jour élevés contre l'immixtion des autorités dans les affaires de l'Eglise.

Parmi eux, le père Iossif Mikhailov, 48 ans, interné depuis 11 ans à l'hôpital psychiatrique spécial de Kazan pour avoir tenté de faire parvenir à l'ONU une lettre protestant contre les agissements du KGB dans sa paroisse. Un autre prêtre, le père Efreim Onikine, est détenu depuis 12 ans à l'hôpital psychiatrique spécial de Sytchovka (près de Smolensk), pour avoir ouvertement accusé le patriarche Pimène et une partie du clergé de collaborer avec la police.

La soumission traditionnelle au pouvoir temporel, tsariste ou soviétique, de l'Eglise orthodoxe russe (qui compte entre 50 et 60 millions de membres selon des estimations occidentales) a été remise en question depuis une quinzaine d'années, notamment grâce à l'action du père Gleb Yakounine.

Les autorités ont tout fait pour couper court à ces timides tentatives d'émancipation, le réveil de la conscience religieuse et la résistance spirituelle étant incompatibles, aux yeux du Kremlin, avec l'idéologie marxiste-léniniste.

# A POINT!



Prix très spéciaux grâce à des achats massifs "Aubaine Eaton Canada"

Voici votre chance! Nos acheteurs ont voyagé d'un océan à l'autre dans le but de vous présenter le fin du fin dans le domaine des chandails, chemises habillées et cravates. C'est donc le temps ou jamais de vous procurer ce dont vous avez besoin pour l'automne. Et n'oubliez pas que nos prix sont justes et avantageux pour tous!

### Pulls de fabrication canadienne

Prix Eaton 17<sup>99</sup> ch.  
Venez vite profiter de notre vaste choix d'élégants chandails. Portez-les en toute occasion, ils seront pour vous des compagnons fort appréciés durant l'automne. 2 motifs: mélanges de bruyère avec tons prédominants de gris, brun, bleu, vin, beige; bruyère. Tailles: petite, moyenne, grande ou forte.  
1- Chandails avec encolure en v.  
2- Chandails avec encolure ras du cou.  
Venez ou téléphonez 563-9555



### Des cravates pour tous les goûts

Prix Eaton 3 pour 9<sup>99</sup>  
3. Vaste choix de cravates en polyester résistant aux plis. Tons unis, rayures ou motifs. Une très belle sélection de couleurs riches et vivantes: bleu, brun, gris et marron.  
Achats en personne seulement.

### Chemises habillées à coupe régulière

Prix Eaton 11<sup>99</sup> ch.  
4. Profitez de ces bas prix Eaton! Toutes ces chemises sont en polyester et coton facile d'entretien. Modèles à tons unis en blanc, bleu, beige ou avec rayures en bleu ou brun. Manches à longueur moyenne. Encolure: 14 1/4" à 17".  
Achats en personne seulement.

# EATON



# Le fédéral ne garantira pas les dettes de Dome Petroleum

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral n'a aucunement l'intention de garantir les dettes de la compagnie Dome Petroleum pour la tirer des problèmes financiers qu'elle éprouve, a déclaré le premier ministre M. Pierre Trudeau.

Toutefois, a-t-il précisé, Ottawa poursuit ses efforts pour aider les banques et la compagnie à trouver une solution.

Dome, qui a 7,6 milliards \$ de dette, a été obligée de réduire ses dépenses et a annoncé des diminutions de salaire allant jusqu'à 10 p.c. pour 4,200 de ses employés. La compagnie a perdu 21,6 millions \$ au cours du premier trimestre de 1982.

M. Trudeau a fait cette déclaration au cours d'une entrevue radiophonique diffusée mardi à Toronto.

que diffusée mardi à Toronto.

## Soutien malgré tout?

Il n'a pas précisé la nature de l'aide du gouvernement pour aider la compagnie à trouver une solution, et un porte-parole du premier ministre a refusé de dire si M. Trudeau avait définitivement écarté la possibilité d'accorder un soutien financier à la compagnie.

Vous me demandez si nous allons

accorder notre caution à la compagnie", a déclaré M. Trudeau.

"La réponse est non. Nous n'allons pas la cautionner. Nous sommes confiants que les parties elles-mêmes trouveront une solution et comme vous le savez, nous les aidons à en rechercher une.

## Pas de demande

Répondant à des remarques faites plus tôt à son sujet par le premier ministre, M. Pierre Trudeau, Dome Petroleum a affirmé mardi que jamais elle n'avait demandé à Ottawa de la cautionner pour l'aider dans son ac-

tuelle crise financière.

Dans un communiqué au ton catégorique, la compagnie souligne que, si M. Trudeau a nié que le gouvernement soit prêt à allouer d'importantes subventions pour l'aider, il n'y a dans cette déclaration aucun élément qui soit contraire à l'idée que la compagnie se fait du rôle du gouvernement fédéral.

Dans les discussions en cours avec le gouvernement et les banques, ajoutait-elle, il n'est pas question de caution ni d'obtenir quoi que ce soit gratuitement. Il s'agit d'établir ensemble une procédure qui permettra à Dome de résoudre ses problèmes financiers

de caractère temporaire.

La compagnie a ajouté qu'elle était à court de comptant mais qu'elle maintenait toujours une position saine et profitable du point de vue économique.

C'est d'ailleurs ce qu'a en sorte confirmé, devant des journalistes, le ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, admettant que le gouvernement

participait aux négociations pour tirer Dome d'embarras.

Il a rappelé que, depuis des mois, il répétait ce qu'avait déclaré M. Trudeau: il n'est pas question de donner un fort montant d'argent à Dome.

8 milliards \$

Les journalistes ont rappelé à M. Lalonde qu'Ottawa avait déjà accordé sa caution à des prêts à Maislin Industries Ltd., Massey-Ferguson et Chrysler. Le ministre n'a pas voulu discuter des procédures précises à la disposition du gouvernement dans un tel cas.

Il a indiqué que Dome et les banques étaient les "principaux joueurs" dans cette affaire et que c'était eux qui devaient trouver une solution avec l'aide d'Ottawa.

M. Trudeau s'était montré un peu plus sévère, en blâmant les banques parce qu'elles avaient fait de mauvais prêts à Dome. Maintenant, ils n'avaient qu'à s'arranger entre eux, avait-il en substance déclaré.

Dome devrait actuellement 8 milliards \$, calcule-t-on. Le 30 septembre, elle doit effectuer un remboursement de 1,25 milliard \$.



Pierre Trudeau

# A Wall Street: la flambée s'est apaisée

NEW YORK (AFP et AP) — La flambée des trois dernières semaines s'est calmée à la bourse de New York au lendemain du long weekend de la fête du travail.

L'indice préliminaire des industrielles a clôturé à 913,44 en baisse de 11,68 points pendant que l'activité retombait à un niveau beaucoup plus modéré, quelque 69 millions d'actions changeant de mains.

L'accroissement de la masse monétaire au 27 août (1,5 milliards de dollars), en faisant craindre une interruption de la désescalade des taux d'intérêt, a suscité les ventes bénéficiaires.

## Pas d'alarme

Les analystes n'ont toutefois pas sonné l'alarme, nombre d'entre eux prédisant au contraire que Wall Street continuera à bénéficier d'un afflux de capitaux étrangers cherchant refuge aux États-Unis en raison de l'instabilité des marchés financiers européens.

En clôture, le nombre des baisses dépasse celui des hausses: 987 contre 579; 368 titres ont été inchangés.

United Technology a cédé 3 1-8 à 47 1-8. McDonnell-Douglas a perdu 3 à 40 3-4. Gillette a clôturé à 41 1-4 en bais-

se de 2 1-8. Curtiss Wright a gagné 2 1-8 à 43. American Cyanamid a monté

de 1 7-8 à 31 3-8. Standard Oil Ohio a clôturé à 32 7-8 en hausse de 3-4.

## Marconi: importante vente de radars

FARNBOROUGH (AFP) — La Grande-Bretagne et le Danemark ont décidé d'acheter quatre radars fabriqués par Marconi pour un montant de 24 millions de livres et destinés à leur défense anti-aérienne, a annoncé la société britannique mardi à Farnborough.

Deux des radars "Martello 3-3 d" seront utilisés par les forces britanniques, qui ont déjà acquis en mars dernier trois systèmes de ce type,

ajoute Marconi dans un communiqué.

Le ministère britannique de la Défense, qui a fait appel au fonds de l'OTAN, a également commandé deux radars pour le compte des forces aériennes danoises. Marconi, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ un milliard de livres, a investi depuis 1976 plus de 15 millions de livres pour mettre au point ce radar à long rayon d'action.

# IMPORTANT!

L'ÉNERGIE EST PRÉCIEUSE, LA VÔTRE AUSSI!  
 LAISSEZ CE DUO-LESSIVE TRAVAILLER À VOTRE PLACE  
 ATTENTION: IL NE TRIE NI NE PLIE LE LINGE



80<sup>00</sup> de rabais!  
 Duo-lessive  
 de marque Viking Eaton

Vous en êtes à votre premier achat? Ou vos vieux appareils ne sont plus à la hauteur? Faites le bon choix: ce duo Viking Eaton! Il est doté de caractéristiques très avancées afin d'éliminer au maximum les ennuis de la lessive et vous économiser temps et énergie. Ces appareils sont fiables, car ils ont été approuvés par le Bureau de recherches Eaton, après avoir subi de rigoureux tests de qualité. Ne manquez pas cette offre spéciale, venez maintenant!

50<sup>00</sup> de rabais!  
 Machine à laver  
 à 6 cycles

Prix courant Eaton 649,99

599<sup>99</sup> ch.

L'appareil qui rend les jours de lessive presque agréables: le Viking Eaton EW540.  
 • Cycles: gros lavage, normal, délicat, tissus sans repassage, tricots de polyester et rinçage supplémentaire  
 • 5 combinaisons de lavage-rinçage permettant de choisir la température appropriée à chaque genre de tissus  
 • agitateur perfectionné, nettoie en profondeur sans abîmer les tissus  
 • distributeur d'agent de blanchiment conique, conçu pour éliminer les altérations de couleur  
 Plus: distributeur de produit assouplissant, niveaux d'eau réglables à volonté et plusieurs autres caractéristiques appréciables. Env. 68,5 x 63,5 x 111,8 cm. Blanc. (Ton amande 10,00 en sus.)

30<sup>00</sup> de rabais!  
 Sèche-linge  
 automatique

Prix courant Eaton 449,99

419<sup>99</sup> ch.

Complément parfait, le sèche-linge Viking Eaton ED540, égale son compagnon EW540 en commodité et en efficacité.  
 • Séchage automatique: nul besoin de deviner le temps nécessaire au séchage, l'appareil s'arrête dès que le linge est sec (une réelle économie d'énergie)  
 • 5 cycles dont l'automatique pour les tissus sans repassage et pour les tricots de polyester  
 • 4 degrés de chaleur au choix selon le genre de tissus  
 • Support spécial pour sécher souliers de toile et jouets rembourrés  
 Plus: avertisseur de fin de cycle, éclairage intérieur et autres caractéristiques pratiques. Mêmes dimensions que la machine à laver. Blanc. (Ton amande 10,00 en sus.)  
 Appareils électroménagers (414)  
 Vendus à ou par tous les magasins Eaton.

CHAMBRE DES COMMUNES  
 CANADA

**COMITÉ PERMANENT DES FINANCES, DU COMMERCE ET DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES**

Les individus et les organismes qui désirent soumettre des mémoires au sujet des avis de motions des voies et moyens visant la Loi de l'impôt sur le revenu et les Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu, déposés à la Chambre des communes le 28 juin 1982, peuvent le faire en français, en anglais ou dans les deux langues officielles.

Si possible, les mémoires doivent être dactylographiés sur papier de 28 cm par 22 cm avec marges de 3 cm par 2 cm.

Ces mémoires devront être reçus avant 17 heures le 17 septembre 1982.

Toute correspondance devra être envoyée à:  
 Greffier, Comité permanent des finances,  
 du commerce et des questions économiques,  
 Chambre des communes,  
 Ottawa, Ontario,  
 K1A 0A6

John Evans, député,  
 Président.

Êtes-vous le genre de personne à qui pourrait convenir ce nouveau genre de prêt hypothécaire?

16%  
 taux variable  
 durée de 2 ans

Le prêt hypothécaire à taux variable du Trust Royal pourrait se révéler beaucoup plus avantageux pour vous qu'un prêt ordinaire. Le taux d'intérêt, établi en fonction du taux préférentiel offert dans les banques, peut varier au cours des deux années que dure le prêt, mais les mensualités ne changent pas, dans la plupart des cas.

Si le taux baisse, la portion des mensualités payée en trop vous permettra de réduire le capital impayé. Si le taux monte, vous pouvez soit augmenter les mensualités, soit reporter le montant au capital impayé.

De plus, vous pouvez rembourser votre prêt hypothécaire, entièrement ou en partie (minimum: 500\$), aux dates des mensualités et ce, sans frais.

Si vous devez bientôt renouveler votre prêt hypothécaire, si votre maison n'est pas hypothéquée à plus de 70% de sa valeur et si vous répondez aux autres conditions nécessaires pour obtenir un prêt, vous pouvez être admissible. Pour avoir plus de détails, communiquez avec un de nos spécialistes en prêts hypothécaires.

**Trust Royal**

Édifice Trust Royal  
 25 nord, rue Wellington  
 Sherbrooke, Québec J1H 5B3  
 (819) 569-9371

EATON

# La situation financière mondiale qualifiée de grave par les uns, de critique par les autres

**TORONTO (AFP) — Grandes et moins grandes nations se sont affrontées, lundi et mardi, lors des premières séances de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, à la fois sur la gravité de la situation financière mondiale, les moyens d'y faire face et leurs responsabilités réciproques.**

La situation a été qualifiée de sérieuse par le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, mais de critique par plusieurs délégués, dont M. R.D. Muldoon, premier ministre de Nouvelle-Zélande.

Ce dernier est allé jusqu'à demander la convocation d'une conférence internationale afin de passer en revue l'état du système financier international.

## Perte de confiance

Le ministre des Finances de la République fédérale allemande, M. Manfred Lahnstein, n'a pas été aussi loin, mais n'en a pas moins souligné la perte croissante de confiance dans l'effi-

cacité du système commun économique et financier.

Pour sa part, le ministre chinois des Finances, M. Wand Bingqian, a souligné la grande urgence d'établir un ordre économique international nouveau et de redonner vie au dialogue Nord-Sud.

## Le monde industrialisé pris à parti

Le ministre chinois s'en est pris, de même que M. Ernane Galveas, ministre brésilien des Finances, qui parlait au nom de tous les pays d'Amérique latine, au monde industrialisé, pour avoir réduit son aide et eu recours à

des mesures protectionnistes au détriment du Tiers-Monde.

## La faute aux déficits

Dans une intervention particulièrement dure, M. Galveas a en outre rendu responsables de la situation financière précaire des pays en développement les politiques budgétaires déficitaires des pays industrialisés et les hauts taux d'intérêt qu'elles ont entraînés.

Les ministres des Finances de Chine, du Brésil, de Nouvelle-Zélande ont réclamé en conséquence une augmentation maximale pouvant atteindre 200 pour cent, des quote-parts du Fonds monétaire international, afin de donner à cet organisme des ressources à la hauteur des besoins du Tiers-Monde.

## Politiques économiques par trop ambitieuses

Le secrétaire américain au Trésor, dans un discours également ferme, a

affirmé que les difficultés de paiements de bien des pays provenaient de politiques économiques par trop ambitieuses, compte tenu des moyens disponibles.

M. Regan, tout en jugeant sérieuse la situation financière mondiale, a toutefois affirmé que le système financier était en mesure d'y faire face, comme l'expérience des derniers mois l'a montré.

M. Regan a été largement appuyé par les ministres des Finances de la République fédérale allemande, M. Manfred Lahnstein, et du Japon, M. Michio Watanabe.

## De la discipline

Ce dernier, tout en soulignant que les politiques d'austérité, si elles sont nécessaires, ne sont guère populaires, a souligné que les pays emprunteurs doivent adopter une discipline économique: "L'aide ne doit pas être accordée d'une manière permanente et les prêts ne doivent pas être consentis s'ils ne doivent pas être remboursés."

Le ministre allemand a lancé un avertissement similaires aux banquiers.

Sur la question de l'augmentation des quote-parts au Fonds monétaire

international, les ministres des pays industrialisés n'ont pas tenu le même langage. M. Regan a donné à entendre qu'elle doit être modeste. Pour MM. Watanabe et Lahnstein par contre, il faut qu'elle soit substantielle.

## 1ère de 3 recettes

### SEPTEMBRE - LE MOIS DES CERISES CERISES JUBILEE

19 onces (1 boîte) garniture pour tarte aux cerises  
1 c. à thé Cannelle  
¼ c. à thé Epices mouluées  
2 c. à thé Jus d'orange concentré, congelé  
¼ tasse Brandy au Cherry

Dans une casserole, combiner la garniture pour tarte aux cerises, la cannelle, les épices mouluées, le jus d'orange concentré. Laisser mijoter à feu moyen pendant 5 minutes. Chauffer le brandy, le verser dans le mélange aux cerises et flamber. Servir chaud sur de la crème glacée. Donne 6 portions

Ne manquez pas de lire la recette de la semaine prochaine N-41975

## La déroute du Mexique prend l'avant-scène

TORONTO (AFP) — La déroute financière du Mexique, pays le plus endetté du monde, domine de plus en plus les travaux de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Les financiers internationaux affichent en effet un pessimisme grandissant sur l'issue de la crise mexicaine, contrastant avec les discours assez académiques prononcés du haut de la tribune de la grande salle de réunion de l'hôtel Sheraton à Toronto par les grands argentiers du monde entier.

Les négociations en coulisse entre le Fonds monétaire international et le Mexique piétinent, après la décision de Mexico de supprimer le marché libre des changes, indique-t-on de bonne source. Cette mesure, prise sans consultation avec le Fonds pourrait entraver sérieusement la mise au point du programme économique de redressement, nécessaire au déblocage du prêt au Mexique.

La dette mexicaine est d'environ 80 milliards de dollars. "Si les banques commerciales, dont le moratoire conclu avec Mexico s'achève à la fin de novembre, perdent confiance, les conséquences internationales peuvent être considérables", a affirmé à l'AFP l'un des plus importants banquiers français.

## Théorie des dominos

Pour ce banquier, qui désire conserver l'anonymat, l'expression-clé du forum monétaire de Toronto est la théorie des dominos. Autrement dit, la réaction en chaîne de faillites de pays en développement, fissurant gravement le système financier international. "Personne ne conteste la gravité de la situation, mais le pire serait l'effet d'annonce", a également indiqué un ministre européen.

Aussi, les ministres des Finances des pays riches tiennent un langage qui se veut rassurant dans les discours officiels, que tour à tour, ils prononcent devant l'assemblée générale. Mais le responsable de l'économie française, M. Jacques Delors a lancé mardi un avertissement: "Sans tomber dans la hantise, nous devons avoir en mémoire le souvenir des années trente."

"Aujourd'hui, alors que le système financier international paraît menacé par des risques accrus, le rôle des grandes institutions internationales doit être élargi à la dimension des problèmes posés."

## La hausse du prix de l'or, un reflet

TORONTO (AFP) — La forte hausse des cours de l'or enregistrée depuis quelques jours sur les marchés des changes est un reflet de la gravité de la situation financière mondiale courante, estiment nombre de participants à l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Certains banquiers rappellent à cet égard que l'or est un baromètre sensible de la confiance.

Or, ajoutent-ils, les difficultés de paiements d'un certain nombre de pays, le Mexique en particulier, affectent cette confiance.

L'éventualité envisagée par certains d'un effondrement possible du système financier international n'est pas non plus sans peser sur les marchés de l'or, ajoutent-ils. Et ce, malgré les propos plus rassurants des ministres des Finances du monde industrialisé et en particulier du secrétaire américain au Trésor.

Les banquiers soulignent encore que les difficultés financières de certains pays ne sont pas les seules causes de la vive reprise récente de l'or.

Selon eux, elle doit être attribuée également à la forte baisse récente des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis ainsi qu'aux situations toujours tendues au Moyen-Orient et en Pologne.

## Stagnation inquiétante

TORONTO (AP) — Le ministre français de l'Economie, M. Jacques Delors, a souligné à Toronto devant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international qu'il existe un risque considérable que le revenu par tête des pays les plus pauvres stagne et même, dans de très nombreux cas, diminue.

"Les signes inquiétants se multiplient. Dans les pays industrialisés, la croissance est à peu près nulle, le chômage en augmentation rapide, les défaillances d'entreprises se multiplient."

"Dès lors, les pays les plus riches n'apportent qu'une contribution insuffisante à l'accroissement des échanges extérieurs, au financement de l'aide publique aux pays en voie de développement et, par conséquent, à la relance de l'économie mondiale. Dans les pays en voie de développement, la croissance économique se situe, en moyenne, à un taux très bas, insuffisant ne serait-ce qu'au regard de l'évolution démographique, les fonds empruntés couvrant à peine les charges inhérentes au service de la dette."

"Certes, il faut du temps pour sortir d'une crise aussi profonde et qui nous désoriente tous. Certes, il convient de ne pas céder aux facilités tentantes d'une dépense publique sans frein et aux mirages d'ailleurs fugitifs de l'inflation. Comment ne pas noter, de ce point de vue, les progrès réalisés dans le processus d'assainissement interne des économies? Mais il ne faudrait pas que l'addition de cycles vertueux à l'intérieur de chaque pays ne conduise à un cycle mondial totalement pervers."

**VENTE SURPRISE SEATON!**

Demain, jeudi dans tous les magasins Eaton

Soyez sur place et découvrez les nombreux "Rabais-chooc" qui n'attendent que vous!

50% de rabais! Aubaines éléphantiques

10% à 20% de rabais! Articles choisis de notre stock courant.

20% à 50% de rabais! Marchandise à solder.

De bonnes affaires à coup sûr

Certains articles déjà mis en solde auront été de nouveau réduits de 10% demain Vente surprise.

Repérez les ballons rouges

A tous les étages, les ballons rouges survoleront les bas prix. Ayez l'oeil bien ouvert, ces indicateurs vous réservent des aubaines hors pair.

Achats en personne seulement. Vente surprise à tous les magasins Eaton Jeudi 9 septembre seulement

EATON